

# Le Maroc se lance à la conquête de la Côte d'Ivoire

Le royaume chérifien est devenu l'un des premiers investisseurs étrangers du pays, dont il a fait une porte d'entrée pour sa stratégie d'expansion économique et commerciale en Afrique subsaharienne

## REPORTAGE

ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE) - envoyée spéciale

**K**arim Tazi est un patron heureux. Directeur de Richbond, un groupe marocain de literie, il est sur le point d'ouvrir une usine à Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire. « *Quasiment toute l'équipe – 110 personnes – sera ivoirienne* », se félicite-t-il, décontracté, sur la terrasse d'un hôtel chic d'Abidjan. Il a lancé le projet en 2015 (12 millions d'euros) et vient d'inaugurer 18 000 m<sup>2</sup> couverts. « *Une classe moyenne émerge, qui va vouloir bien dormir. La Côte d'Ivoire est la porte d'entrée pour l'ensemble de la sous-région.* » Le chef d'entreprise, souvent critique de la politique au Maroc, le reconnaît : « *C'est l'impulsion très forte du roi qui nous a incités à considérer l'Afrique. On ne l'aurait pas fait sans cela.* »

Depuis 2010, le royaume chérifien réaffirme son africanité, et a fait de l'Afrique subsaharienne son nouveau terrain d'expansion. Mohammed VI en personne sillonne le continent pour renforcer les liens économiques et politiques avec ses pairs africains. L'offensive en Côte d'Ivoire est spectaculaire : en 2015, le Maroc est devenu le premier investisseur étranger, devant la France. « *L'Etat marocain à son plus haut niveau soutient cette dynamique, car elle s'inscrit dans le cadre de sa stratégie africaine* », souligne Karim Tazi.

Dans le centre d'Abidjan, les alentours de la baie de Cocody donnent un aperçu de ce que la Côte d'Ivoire représente pour la stratégie marocaine en Afrique. Tout autour de la lagune, des panneaux géants annoncent la prochaine réhabilitation de la baie. Frappés des drapeaux marocain et ivoirien, ils présentent au visiteur la transformation radicale que devrait connaître ce marigot pollué. Le projet, s'il est mené à bien, changera la physionomie de la ville. C'est en grande partie un « *cadeau* » du Maroc à la Côte d'Ivoire.

« *Lors de ses visites, Sa Majesté le roi est souvent passé devant la baie* », rappelle Mountacir Doghmi, directeur technique chez Marchica Med, directeur technique chez Marchica Med, l'entreprise étatique marocaine chargée du projet. Dans les bureaux flamboyants neufs de la société, installés au dernier étage d'un immeuble qui fait face à la baie, les visiteurs sont accueillis par deux grands portraits du roi Mohammed VI et du président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara. M. Doghmi dévoile les plans de ce chantier colossal. A terme, la baie, dépolluée et réaménagée, devrait accueillir une marina, des restaurants, des terrains de sport, un parc aventure... « *On doit finir en 2020* », précise l'ingé-

nieur. Outre le travail de Marchica Med, les financements – 400 millions d'euros – ont été apportés par le Maroc, qui a notamment convaincu la Banque islamique de développement de mettre la main à la poche.

### « ON CRÉE DES EMPLOIS »

Pour Rabat, la Côte d'Ivoire possède de nombreux atouts : une classe moyenne en plein essor, un taux de croissance du produit intérieur brut de près de 10 % par an (contre moins de 3 % au Maroc), une main-d'œuvre bon marché, des ressources naturelles importantes et « *tout à faire* », comme on aime à dire ici. L'offensive marocaine a commencé par la banque. « *Un secteur éminemment important, qui traduit l'appétit du Maroc pour l'Afrique* », souligne un spécialiste de la finance africaine [les personnes citées dont le nom n'apparaît pas ont souhaité garder l'anonymat]. Les trois grandes banques marocaines – Attijariwafa Bank, BMCE-Bank of Africa et Banque populaire – ont racheté des filiales locales au point de concurrencer la France, historiquement leader dans cette activité. Dans leur sillage, les entreprises marocaines sont venues s'installer, dans les télécoms, les assurances, la cimenterie, l'immobilier, l'hôtellerie. La compagnie aérienne Royal Air Maroc a mis en place des liaisons quotidiennes avec Abidjan.

Les autorités marocaines s'attachent à apparaître comme des partenaires modèles. Pas question de donner l'impression que l'on « *colonise* » un pays subsaharien. « *Nous ne sommes pas là en tant que conquérants. Ce n'est pas "take the money and run" ["prendre l'argent et courir"]* », insiste Abdelmalek Kettani, l'ambassadeur du Maroc à Abidjan. *On apporte de l'investissement, on crée des emplois, on paie des impôts, on participe au développement de la Côte d'Ivoire.* » Le diplomate met en avant des projets « *concrets* » pour les jeunes dans le secteur de la pêche et de l'hôtellerie, et rappelle les discours du roi, qui n'a cessé, ces dernières années, d'appeler à une coopération Sud-Sud.

Aujourd'hui, quelque 5 000 Marocains vivent en Côte d'Ivoire, beaucoup sont des cadres expatriés, envoyés parfois en famille, pour quelques années. Ils sont venus rejoindre la petite communauté de Marocains installée en Côte d'Ivoire depuis les années 1940 et principalement active dans le commerce de détail. « *Je suis là depuis trente-sept ans, mais, moi, je suis toujours petit* », lance Drissi. Le vendeur de costumes et vêtements pour hommes dans une boutique du centre-ville ne cache pas une certaine amertume. Si les grands groupes marocains bénéficient d'un important soutien public, les petits entrepreneurs se débrouillent seuls.

A Abidjan, cette montée en puissance ra-

pide des investissements marocains n'est pas sans poser de questions, même si elles sont formulées à mots feutrés. « *A terme, quelle est votre marge de manœuvre quand un pays étranger domine votre secteur bancaire?* »

», avance notre spécialiste de la finance africaine. « *Pour le moment, les Marocains investissent dans du haut de gamme et des secteurs où le retour sur investissement est rapide et garanti* », estime, pour sa part, un diplomate africain. Celui-ci souligne l'impact limité pour le développement de l'économie ivoirienne. Le business marocain n'échappe d'ailleurs pas à la corruption ambiante. Un intermédiaire explique avoir versé 35 000 euros de pots-de-vin pour l'enregistrement d'un terrain.

### DES LIENS ANCIENS

Le maire du Plateau, le quartier des affaires à Abidjan, Noël Akossi Bendjo, membre du Parti démocratique de Côte d'Ivoire, l'une des deux formations politiques au pouvoir, appelle lui aussi à la prudence : « *La Côte d'Ivoire est un pays ouvert, mais les investissements doivent se faire selon un minimum de règles – c'est valable pour tous, Français, Libanais, Marocains – et la volonté d'associer les locaux, sinon cela aboutira au mécontentement.* » Ce qu'un politique ivoirien formule de façon moins diplomatique, en référence à la relation franco-ivoirienne : « *Est-ce qu'on ne s'est pas juste donné un nouveau maître, plus sympathique, et qui dit qu'il est de la même famille que nous?* »

Les liens entre les deux Etats sont anciens. Le roi Hassan II (1929-1999), au pouvoir de 1961 à sa mort, et Félix Houphouët-Boigny (1905-1993), au pouvoir de 1960 à sa mort, père de l'indépendance ivoirienne, ont entretenu une « *relation exceptionnelle* ». Celle-ci s'est « *relâchée* », admet-on pudiquement, sous la présidence de Laurent Gbagbo, entre 2000 et 2011, avant de revenir à son « *plus haut niveau* » depuis l'élection de son successeur, Alassane Ouattara. La présence marocaine n'est pas seulement économique. Elle

est religieuse – une centaine d'imams sont formés chaque année au Maroc –, politique – Rabat aurait aidé financièrement le président Ouattara à calmer les mutineries dans l'armée en 2017 – et sécuritaire – nombre d'officiers ivoiriens se sont formés au Maroc, lequel fournit du renseignement à Abidjan.

De son côté, la Côte d'Ivoire est devenue l'un des meilleurs avocats de l'implantation du Maroc en Afrique subsaharienne. « *Nous avons beaucoup encouragé son retour dans la famille* », reconnaît le ministre ivoirien de l'intégration africaine, Ally Coulibaly, en référence au retour du royaume dans l'Union africaine, en janvier 2017, après trente-deux

ans d'absence. Hassan II avait quitté l'organisation panafricaine – à l'époque l'OUA –, en 1984, pour protester contre la reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique. « *Admettre un Etat qui n'existe pas était une aberration* », soutient M. Coulibaly, reprenant à son compte et sans aucun bémol la position marocaine sur le conflit au Sahara occidental.

Désormais, Abidjan est en première ligne pour appuyer le Maroc sur un autre dossier délicat : son entrée au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), qui offrirait au royaume un marché de 350 millions d'habitants. Rabat en a fait la demande, mais les résistances sont fortes, notamment depuis le Nigeria, géant économique régional. « *Certains ont des craintes, tem-*

*père le ministre, il faut juste voir comment, concrètement, cela peut se faire.* » Avant de rendre leur décision, les Etats membres ont demandé une étude d'impact sur une éventuelle intégration du Maroc. Celle-ci sera remise à la commission de la Cedeao, dont le président n'est autre que l'Ivoirien Jean-Claude Brou, « *un grand ami du Maroc* ». ■

CHARLOTTE BOZONNET

**LA CÔTE D'IVOIRE  
A DES ATOUTS :  
UNE CROISSANCE**

**DE 10 % PAR AN, UNE  
CLASSE MOYENNE  
EN PLEIN ESSOR,  
UNE MAIN-D'ŒUVRE**

**BON MARCHÉ,  
DES RESSOURCES  
NATURELLES  
IMPORTANTES**